



« *Qu'ils augmentent les salaires de tous les travailleurs, ça augmentera les revenus des agriculteurs !* »

(Une agricultrice sur un barrage dans le Gers, 28 janvier)

Depuis la mi-janvier, les paysans multiplient les barrages pour faire prévaloir leurs revendications.

Ils n'acceptent plus que leurs exploitations soient étranglées par la Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne et les patrons de l'industrie agroalimentaire.

Ils n'acceptent plus de revendre à perte leur production aux grands groupes et de vivre dans la misère ou bien de devoir se séparer de leurs terres ou de leurs élevages au profit des géants de l'agroalimentaire.

Ils savent que cette situation n'est pas la faute des consommateurs, mais celle de tous ceux qui – gros patrons du secteur, gouvernement et Union européenne – non seulement bloquent les salaires des travailleurs, ne leur permettant pas de consommer des produits alimentaires de qualité, mais, en plus, les étranglent.

Pendant ce temps-là, le gouvernement multiplie les rencontres avec les seuls représentants des « gros » agriculteurs.

Pourtant, ce sont ceux-là mêmes qui sont responsables de la crise actuelle, en se gavant sur le dos des agriculteurs et des consommateurs.

Cette politique pour les « gros » est organisée par le gouvernement Macron-Attal.

Face à cette politique, une seule solution : l'alliance ouvrière et paysanne qui imposera :

■ **que les prix soient garantis à la production à un niveau qui permette aux paysans de vivre de leur travail.**

■ **une augmentation générale des salaires pour tous les travailleurs qui permette d'augmenter leur pouvoir d'achat.**

■ **la confiscation des gigantesques profits des « gros » pour permettre à chacun de vivre de son travail et de se nourrir autant que de besoin.**

Prenez contact avec le Parti des travailleurs. Lisez *La Tribune des travailleurs*.

Je souhaite prendre contact avec le Parti des travailleurs.

Nom, prénom :

Adresse :

Courriel et/ou téléphone :

A retourner à : contact@parti-des-travailleurs.fr ou à Parti des travailleurs, BP 27, 93101 Montreuil Cedex.